



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.988/4
du 25 mars 2026

advies 78.988/4
van 25 maart 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
19 novembre 1998 relatif aux
congés et aux absences
accordés aux membres du
personnel des administrations
de l'État concernant le
certificat médical'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
19 november 1998 betreffende
de verloven en afwezigheden
toegestaan aan de
personeelsleden van de
rijksbesturen betreffende het
ziektebriefje'

Le 2 mars 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction publique, de la Gestion immobilière de l'État, du Numérique et de la Politique scientifique à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État concernant le certificat médical'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 25 mars 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 mars 2026.

*

Op 2 maart 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Modernisering van de Overheid, belast met Overheidsbedrijven, Ambtenarenzaken, het Gebouwenbeheer van de Staat, Digitalisering en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen betreffende het ziektebriefje'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 25 maart 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 maart 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public' énonce :

« Le Roi fixe le statut du personnel des organismes énumérés à l'article 1^{er}, sur proposition du ou des ministres dont ils relèvent. L'accord du ministre qui a le Budget dans ses attributions est requis pour la fixation du statut pécuniaire ».

L'alinéa 2 de cette disposition prévoit :

« Pour les organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est, en dérogation à l'alinéa 1, seul compétent pour proposer au Roi de modifier ou de compléter ledit arrêté ».

L'article 3, § 1^{er}, 9^o, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 'fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public' prévoit que l'arrêté royal du 19 novembre 1998 'relatif aux congés et absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État' est applicable aux agents des organismes visés à l'article 1^{er} de ce dernier arrêté.

Selon l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 :

« Les dispositions qui modifieraient, complèteraient ou remplaceraient les arrêtés énumérés ci-dessus seront applicables de plein droit aux agents des organismes, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures d'adaptation prévues au présent arrêté ».

Le projet examiné n'entend pas modifier l'arrêté royal du 8 janvier 1973 mais uniquement l'arrêté royal du 19 novembre 1998 auquel l'arrêté du 8 janvier 1973 renvoie.

Par conséquent, il y a lieu d'omettre le visa de la loi du 16 mars 1954.

Si telle est la volonté de l'auteur du projet, l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 et l'article 3, § 1^{er}, 9^o, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 pourront être mentionnés au préambule sous la forme de considérants placés à la suite de l'ensemble des visas ¹.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 35.

2. L'article 4, § 2, 1°, de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique' a été « remplacé » par la loi du 20 mai 1997.

L'alinéa 3 sera adapté en ce sens.

3. L'alinéa 8 vise l'avis du Collège des institutions publiques de sécurité sociale.

Cette formalité est prévue par l'article 21 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 'portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions' qui dispose :

« § 1^{er}. Le Roi fixe le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale, sur la proposition du ministre de tutelle et de l'accord du ministre ayant la fonction publique dans ses attributions. L'accord du ministre ayant le budget dans ses attributions est en outre requis pour la fixation du statut pécuniaire.

§ 2. Si le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale réfère pour certaines matières à d'autres dispositions, les modifications à ces dispositions, pour ce qui concerne le personnel des institutions publiques de sécurité sociale, entrent de plein droit en vigueur à moins qu'il en soit disposé autrement dans ces modifications même.

Ces modifications peuvent prévoir des règles dérogatoires pour ce qui concerne le personnel des institutions publiques de sécurité sociale.

§ 3. Le projet de statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale et toute modification au statut y compris les modifications visées au § 2, alinéa 2 est au préalable soumis au Collège, pour avis, par le ministre de tutelle. À défaut d'un avis dans un délai d'un mois à dater de la transmission au Collège, l'avis est réputé avoir été donné ».

En l'espèce, l'article 2, 1°, de l'arrêté royal du 24 janvier 2002 'fixant le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale' prévoit que l'arrêté royal du 8 janvier 1973, à l'exception de l'article 15^{sexies}, s'applique aux membres du personnel des institutions publiques de sécurité sociale repris à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997.

L'article 3, § 1^{er}, 9°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 prévoit que l'arrêté royal du 19 novembre 1998 s'applique aux agents des organismes visés à l'article 1^{er} de ce dernier arrêté.

Via le renvoi opéré par l'article 2, 1°, de l'arrêté royal du 24 janvier 2002, l'arrêté royal du 19 novembre 1998 est donc également applicable au personnel des institutions publiques de sécurité sociale.

Par conséquent, le projet examiné, qui tend à modifier l'arrêté royal du 19 novembre 1998, se situe dans le cadre de l'article 21, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 avril 1997.

L'article 21, § 3, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 n'impose pas la formalité de l'avis du Collège des institutions publiques de sécurité sociale lorsqu'on se situe dans le cadre de l'article 21, § 2, alinéa 1^{er} ².

Par conséquent, l'avis du Collège des institutions publiques de sécurité sociale ne constitue pas en l'espèce une formalité obligatoire et ne sera dès lors pas visé au préambule ³.

4.1. Aucune disposition légale ou réglementaire n'impose une délibération en Conseil des ministres pour le projet examiné.

En conséquence, au dernier alinéa, les mots « et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil » seront omis, également afin de ne pas donner l'impression que les modifications qui seraient ultérieurement envisagées devraient être soumises à une telle délibération ⁴.

Rien ne s'oppose en revanche à ce que la délibération en Conseil des ministres soit mentionnée dans un considérant, placé après les visas ⁵.

4.2. Une analyse d'impact doit être réalisée pour les projets d'arrêtés pour lesquels l'intervention du Conseil des ministres est requise par une disposition légale ou réglementaire, sauf dans le cas où ces projets en sont dispensés ou exceptés en application de l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

En conséquence, le visa figurant à l'alinéa 7 sera omis ⁶.

² Cette interprétation est confirmée par l'exposé des motifs de la loi-programme du 30 décembre 2001 – dont l'article 20 a modifié l'article 21, § 3, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 – qui indique :
« L'article 21, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale dispose que si le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale réfère pour certaines matières à d'autres dispositions, les modifications à ces dispositions, pour ce qui concerne le personnel des institutions publiques de sécurité sociale, entrent de plein droit en vigueur à moins qu'il en soit disposé autrement dans ces modifications mêmes. Le deuxième alinéa de l'article 21, § 2, stipule que ces modifications peuvent prévoir des règles dérogatoires pour ce qui concerne le personnel des institutions publiques de sécurité sociale. L'actuel article 21, § 3, de l'arrêté royal précité dispose que le Collège des institutions de sécurité sociale doit au préalable rendre un avis sur les modifications qui seraient apportées aux dispositions auxquelles il est fait référence dans le statut du personnel en service dans les institutions de sécurité sociale. Ce n'est pas logique. Il ne se peut tout de même pas que les institutions publiques de sécurité sociale interviennent dans une réglementation qui, en soi, n'a rien à voir avec ces institutions, mais qui, par le seul assujettissement volontaire de ces institutions de sécurité sociale à cette réglementation, a de l'influence sur ces institutions. Cette anomalie est par conséquent rectifiée dans le présent projet », *Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, n° 1503/001, p. 11.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 35.

⁴ Voir l'avis 78.199/4 donné le 6 octobre 2025 sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 octobre 2025 'modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale et l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public'.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 35.

⁶ Voir l'avis 77.426/4 donné le 19 février 2025 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 3 avril 2025 'fixant le cadre général relatif à l'accès et aux modalités de fonctionnement du leasing vélo'.

DISPOSITIF

1. Compte tenu de l'absence de disposition spécifique à cet égard, le projet devrait entrer en vigueur en cours d'année 2026 conformément aux règles usuelles fixées par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

Il résulte cependant de l'article 61, alinéa 3, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 que le calcul des absences s'effectue par année civile.

Afin d'éviter une application rétroactive des nouvelles règles, il convient de préciser par voie de disposition transitoire que les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du projet, ont déjà été absentes à trois reprises dans les conditions visées à l'article 61, alinéa 3, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, sont considérées, pour l'application de cette disposition durant l'année 2026, comme n'ayant été absentes qu'à deux reprises.

Le projet sera complété en conséquence.

2. Le Protocole contenant les conclusions des négociations au sein du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux qui ont eu lieu le 14 janvier 2026 énonce :

« La cellule stratégique Fonction publique s'engage à préparer une circulaire concernant la situation d'un membre du personnel qui, lors d'une absence pour raison de maladie d'une journée, a déjà atteint le quota de 3 jours sans certificat médical, mais n'a pas pu obtenir de rendez-vous chez son médecin ce jour-là ».

Interrogé sur la portée de cette circulaire, le délégué a expliqué :

« Dit betreft gevallen van overmacht. Deze zijn nog niet opgelijst (en het zal ook nooit exhaustief kunnen zijn).

Het gaat niet om personeelsleden die reeds 3 dagen zonder ziektebriefje hebben opgebruikt tegen de inwerkingtreding van het KB. Deze zullen gewoon voor de rest van het jaar geen nieuwe eendagsziekten zonder ziektebriefje meer kunnen indienen, behalve bij overmacht. Deze omzendbrief is voorzien voor dit jaar ».

Si l'intention est uniquement de rappeler le principe général de droit selon lequel la sévérité de la loi peut être tempérée en cas de force majeure, un tel rappel peut valablement être opéré par voie de circulaire, le cas échéant illustré par des exemples.

En revanche, si l'auteur du projet entend se doter de règles visant à encadrer, préciser ou modaliser l'application de la force majeure, de telles précisions revêtent un caractère réglementaire et doivent, dès lors, être intégrées dans l'arrêté royal du 19 novembre 1998.

Le projet sera, le cas échéant, revu à la lumière de cette observation.

3. L'article exécutoire doit désigner de façon abstraite les ministres compétents dans les matières réglées par l'arrêté, en se référant à ces matières⁷. L'article 2 sera complété en conséquence.

*

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 167 et formule F 4-7-2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’ luidt als volgt:

“De Koning bepaalt het statuut van het personeel van de instellingen opgesomd in artikel 1, op voorstel van de minister of de ministers onder wie zij ressorteren. Het akkoord van de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort is vereist voor de vaststelling van het geldelijk statuut.”

In het tweede lid van die bepaling staat het volgende:

“Voor de instellingen van openbaar nut waarvan het personeel onder de toepassing valt van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut is, in afwijking van het eerste lid, de Minister die de Ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft, als enige bevoegd om aan de Koning voor te stellen het genoemde besluit te wijzigen of aan te vullen.”

Artikel 3, § 1, 9°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 ‘tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut’ bepaalt dat het koninklijk besluit van 19 november 1998 ‘betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen’ van toepassing is op de ambtenaren van de instellingen bedoeld in artikel 1 van dat laatste besluit.

Artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 luidt:

“De bepalingen die de hiervoren genoemde besluiten mochten wijzigen, aanvullen of vervangen, vinden van rechtswege toepassing op de ambtenaren van de instellingen, tenzij zij afbreuk doen aan bepalingen die het voorwerp zijn geweest van de in dit besluit bepaalde aanpassingsmaatregelen.”

Het voorliggende ontwerp strekt niet tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 maar alleen tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1998, waarnaar verwezen wordt in het koninklijk besluit van 8 januari 1973.

Bijgevolg dient de verwijzing naar de wet van 16 maart 1954 weggelaten te worden.

Desgewenst kan de steller van het ontwerp artikel 11, § 1, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 en artikel 3, § 1, 9°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 in de aanhef vermelden in de vorm van een overweging, na alle aanhefverwijzingen.¹

2. Artikel 4, § 2, 1°, van de wet van 22 juli 1993 ‘houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken’ is vervangen bij de wet van 20 mei 1997.

Het derde lid moet in die zin aangepast worden.

3. Het achtste lid verwijst naar het advies van het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid.

Dat vormvereiste wordt voorgeschreven bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 3 april 1997 ‘houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels’, dat het volgende bepaalt:

“§ 1. De Koning stelt het statuut vast van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid, op de voordracht van de voogdijminister, en in overeenstemming met de minister tot wiens bevoegdheden de ambtenarenzaken behoren. Voor de vaststelling van het geldelijk statuut is daarenboven de instemming vereist van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

§ 2. Indien het statuut van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid voor bepaalde aangelegenheden verwijst naar andere bepalingen, treden wijzigingen aan deze bepalingen wat betreft de personeelsleden van de openbare instellingen van sociale zekerheid van rechtswege in werking tenzij in deze wijzigingen zelf anders wordt bepaald.

Deze wijzigingen kunnen in afwijkende regelingen voorzien wat de personeelsleden van openbare instellingen van sociale zekerheid betreft.

§ 3. Het ontwerp van het statuut van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid en elke wijziging ervan met inbegrip van de wijzigingen bedoeld in § 2, tweede lid wordt door de voogdijminister voorafgaandelijk ter advies voorgelegd aan het College. Bij gebrek aan een advies binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de overmaking aan het College, wordt het advies geacht te zijn gegeven.”

In casu bepaalt artikel 2, 1°, van het koninklijk besluit van 24 januari 2002 ‘houdende vaststelling van het statuut van het personeel van de openbare instellingen van sociale zekerheid’ dat het koninklijk besluit van 8 januari 1973, met uitzondering van artikel 15^{sexies}, van toepassing is op de personeelsleden van de openbare instellingen van sociale zekerheid die in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 worden vermeld.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 35.

Artikel 3, § 1, 9°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 bepaalt dat het koninklijk besluit van 19 november 1998 van toepassing is op de ambtenaren van de instellingen bedoeld in artikel 1 van dat laatste besluit.

Via de verwijzing in artikel 2, 1°, van het koninklijk besluit van 24 januari 2002 is het koninklijk besluit van 19 november 1998 dus ook van toepassing op het personeel van de openbare instellingen van sociale zekerheid.

Het voorliggende ontwerp, dat strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1998, past bijgevolg in het kader van artikel 21, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 april 1997.

Artikel 21, § 3, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 schrijft het vormvereiste inzake het advies van het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid niet voor in zoverre het om artikel 21, § 2, eerste lid, gaat.²

Het advies van het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid is bijgevolg *in casu* geen verplicht vormvereiste en moet dan ook niet in de aanhef worden vermeld.³

4.1. Er is geen wets- of verordeningsbepaling die voorschrijft dat over het voorliggende ontwerp overleg wordt gepleegd in de Ministerraad.

De woorden “en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers” in het laatste lid moeten dan ook weggelaten worden, ook om niet de indruk te wekken dat zo’n overleg nog zou moeten plaatsvinden over wijzigingen die men naderhand zou willen aanbrengen.⁴

² Die interpretatie wordt als volgt bevestigd in de memorie van toelichting bij de programmawet van 30 december 2001, waarvan artikel 20 artikel 21, § 3, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 gewijzigd heeft: “Artikel 21, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid bepaalt dat indien het statuut van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid voor bepaalde aangelegenheden verwijst naar andere bepalingen, wijzigingen aan deze bepalingen wat betreft de personeelsleden van de openbare instellingen van sociale zekerheid van rechtswege in werking treden tenzij in deze wijzigingen zelf anders wordt bepaald. Het tweede lid van artikel 21, § 2, stelt dat deze wijzigingen in afwijkende regelingen kunnen voorzien wat de personeelsleden van openbare instellingen van sociale zekerheid betreft. Het huidige artikel 21, § 3, van voormeld koninklijk besluit bepaalt dat het College van de instellingen van sociale zekerheid voorafgaandelijk advies dient uit te brengen omtrent wijzigingen die aangebracht zouden worden aan bepalingen waarnaar in het statuut van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid verwezen wordt. Dit is niet logisch: het kan toch niet dat de openbare instellingen van sociale zekerheid tussenkomen in regelgeving die op zich niets te maken heeft met die instellingen, maar enkel door de vrijwillige onderwerping van die instellingen van sociale zekerheid aan die regelgeving, invloed heeft op die instellingen. Die anomalie wordt bijgevolg rechtgezet in voorliggend ontwerp” (*Parl.St.* Kamer 2001-02, nr. 1503/1, 11).

³ *Beingselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 35.

⁴ Zie advies 78.199/4 van 6 oktober 2025 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 16 oktober 2025 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt en het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt’.

Niets belet daarentegen dat het overleg in de Ministerraad vermeld wordt in een overweging, na de aanhefverwijzingen.⁵

4.2. Voor ontwerpbesluiten waarvoor krachtens een wets- of verordeningsbepaling overleg moet worden gepleegd in de Ministerraad, moet er een impactanalyse uitgevoerd worden, behalve wanneer die ontwerpen daarvan vrijgesteld of uitgezonderd zijn met toepassing van artikel 8 van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’.

De aanhefverwijzing in het zevende lid moet bijgevolg weggelaten worden.⁶

DISPOSITIEF

1. Overeenkomstig de gebruikelijke regels vastgelegd in artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’ zou het ontwerp, daar het geen specifieke bepaling bevat in dat verband, in werking moeten treden in de loop van 2026.

Uit artikel 61, derde lid, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 volgt evenwel dat de afwezigheden per kalenderjaar berekend worden.

Om te voorkomen dat de nieuwe regels met terugwerkende kracht worden toegepast, dient er middels een overgangsbepaling in voorzien te worden dat personen die op de dag van de inwerkingtreding van het ontwerp reeds driemaal afwezig geweest zijn in de omstandigheden genoemd in artikel 61, derde lid, van het koninklijk besluit van 19 november 1998, voor de toepassing van die bepaling in 2026 beschouwd worden als personen die slechts tweemaal afwezig zijn geweest.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig aangepast worden.

2. In het protocol met de conclusies van de onderhandelingen in het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten die plaatsgevonden hebben op 14 januari 2026 staat:

“De beleidscel Ambtenarenzaken engageert er zich toe om een omzendbrief voor te bereiden m.b.t. de situatie van het personeelslid dat bij een afwezigheid wegens ziekte van 1 dag die reeds het quotum van 3 dagen zonder ziektebriefje bereikt heeft, maar geen afspraak bij zijn dokter kon krijgen op die dag.”

⁵ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 35.

⁶ Zie advies 77.426/4 van 19 februari 2025 over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 3 april 2025 ‘tot vaststelling van het algemene kader voor de toegang tot en de werkingsmodaliteiten van de fietsleasing’.

Op de vraag wat de strekking is van die omzendbrief heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

“Dit betreft gevallen van overmacht. Deze zijn nog niet opgelijst (en het zal ook nooit exhaustief kunnen zijn).

Het gaat niet om personeelsleden die reeds 3 dagen zonder ziektebriefje hebben opgebruikt tegen de inwerkingtreding van het KB. Deze zullen gewoon voor de rest van het jaar geen nieuwe eendagsziekten zonder ziektebriefje meer kunnen indienen, behalve bij overmacht. Deze omzendbrief is voorzien voor dit jaar.”

Als het enkel de bedoeling is het algemeen rechtsbeginsel in herinnering te brengen dat de strengheid van de wet in geval van overmacht kan worden gemilderd, kan dat rechtsgeldig middels een omzendbrief, in voorkomend geval met voorbeelden.

Als het daarentegen de bedoeling is van de steller van het ontwerp te kunnen beschikken over regels om de toepassing van het begrip overmacht af te bakenen, nader of genuanceerder in te vullen, dan zijn dergelijke bepalingen verordenend van aard en moeten ze opgenomen worden in het koninklijk besluit van 19 november 1998.

Het ontwerp moet in voorkomend geval herzien worden in het licht van deze opmerking.

3. In de uitvoeringsbepaling moeten de ministers die bevoegd zijn voor de aangelegenheden die geregeld worden bij het besluit, op abstracte wijze aangewezen worden en moeten die aangelegenheden vermeld worden.⁷ Artikel 2 moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO

⁷ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 167 en formule F 4-7-2.